

Tragédie de Dacca : une leçon en matière de responsabilité sociale ?

Le 24 avril 2013, les ateliers textiles du Rana Plaza dans la ville de Dacca au Bangladesh étaient au maximum de leurs capacités de production lorsqu'ils se sont effondrés, laissant 1'129 victimes. L'ampleur de cette catastrophe pourrait faire évoluer la nature de la réglementation qui encadre les relations entre les entreprises occidentales et leurs chaînes de sous-traitants en Asie.

Les processus de production provoquent des dommages sociaux et environnementaux qui remettent de plus en plus en question les fonctionnements de l'industrie textile. Lorsque le consommateur occidental achète un produit, il n'est souvent pas conscient du fait que ce produit recèle une série de dysfonctionnements engendrant des conséquences néfastes, voire fatales sur la santé des ouvriers et parfois la mort. Les conditions de travail de la main-d'œuvre sont en effet rythmées par des horaires surchargés, l'usage de substances gravement toxiques manipulées sans précaution de sécurité, des bâtiments vétustes aux installations dépassées, le travail des enfants, un manque de mesures sociales et l'encouragement à un système de répression.¹

Le 25 octobre 2011, la Commission européenne a défini la responsabilité sociale des entreprises (RSE) comme étant «un concept qui désigne l'intégration volontaire, par les entreprises, de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes».² La RSE concerne en effet les actions de celles-ci qui vont au-delà des obligations juridiques qui leur incombent.³ Le principe a fait l'objet d'une norme internationale, alors votée en 2010 par 163 pays⁴, créant ainsi la norme ISO 26000.⁵

Nécessitant une forte main-d'œuvre, l'industrie textile est devenue un des secteurs essentiels en matière de responsabilité sociale. L'événement de Dacca a d'ailleurs soulevé un certain nombre de questionnements relatifs aux conséquences de la mondialisation, aux problématiques sociales, à la qualité des infrastructures locales et de la santé des travailleurs.

Le Bangladesh, jouet de la mondialisation et de la corruption

¹ Palazzo G., Wentland M., (2011). Evaluation de la performance sociale et environnementale des entreprises, Université de Lausanne, 4 p.

² Commission Européenne, (2011). Responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014, Bruxelles, 4 p.

³ Ibidem.

⁴ Organisation internationale de normalisation, (2010). ISO 26000 Responsabilité sociétale, Genève, 2 p.

⁵ Projet de lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale (ISO 26000), approuvé par les 2 tiers des pays membres de l'organisation internationale de normalisation (ISO) qui ont participé au suffrage. Selon le rapport de l'ISO, intitulé «ISO 26000 Responsabilité sociétale», la norme ISO 26000 traite de sept thématiques relatives à la RSE, à savoir: la gouvernance de l'organisation, les droits de l'homme, les relations et conditions de travail, l'environnement, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs, les communautés de développement local.

Le Bangladesh figure parmi les pays les moins développés du monde, avec un taux de pauvreté avoisinant les 40%. Le PNUD le classe 147^{ème} selon l'indice de développement humain (IDH).⁶ La production textile s'est implantée au Bangladesh dans les années 1970. Elle visait d'une part à alléger les coûts de production des industries européennes et américaines, et d'autre part à contribuer à la croissance de l'économie bangladaise. Le Bangladesh s'est avéré fort intéressant pour les entreprises occidentales. Du fait de sa large capacité de production et d'une main-d'œuvre associée à de faibles coûts, le pays est apparu comme un « Eldorado » salarial. En peu de temps, de nombreux accords commerciaux ont été conclus entre les industries locales, l'UE et les Etats-Unis. Aujourd'hui, dans un contexte de mondialisation, le secteur du textile représente 13% du PIB national et 80% des exportations.⁷ De ce fait, le Bangladesh est parvenu à devancer l'Inde et à devenir le deuxième exportateur mondial de vêtements après la Chine, représentant 21,09 milliards de dollars par an.⁸ Par ailleurs, le taux de pauvreté a connu une baisse de 50% dans les années 2000 à environ 30% en 2010.⁹ Le secteur du textile, comprenant 3.5 millions de travailleurs¹⁰, représente par conséquent la principale source d'activité économique pour le Bangladesh, et s'avère ainsi primordial pour sortir le pays de la pauvreté.

La délocalisation massive de l'industrie textile s'accompagne cependant souvent de dérives telles que la surexploitation des pays en voie de développement par les pays développés et, dans beaucoup de cas, se traduit également par la négligence de la responsabilité sociale des entreprises, donnant lieu à des désastres à l'instar de celui de Dacca. La RSE incite les entreprises de l'industrie textile à considérer, sur une base volontaire, les préoccupations sociales et environnementales dans leurs activités et dans leurs interactions avec les autres acteurs. Le respect de ces principes relève des compétences de l'Etat.¹¹ Il est cependant force de constater que l'insuffisance de ce genre de pratique est d'autant plus manifeste dans des Etats pauvres comme le Bangladesh.¹² Ce pays, a d'ailleurs signé mais pas ratifié les conventions ILO. Les réglementations y sont ainsi inexistantes ou peuvent être subverties par la corruption. A ce sujet, *Transparency International* classe le Bangladesh parmi les pays les plus corrompus du monde.¹³ Le contexte politique et l'absence d'intervention internationale rend donc difficile l'application des codes de bonne conduite dans les industries locales.

Manne ouvrière bon marché face à l'oppression des multinationales occidentales

⁶ PNUD, (2013). About Bangladesh, [en ligne] <http://www.bd.undp.org/content/bangladesh/en/home/countryinfo/> (consulté le 19 septembre 2013).

⁷ The Financial Express, (2010). Full Blown RMG Violence at Ashulia, [en ligne] http://www.thefinancialexpress-bd.com/more.php?news_id=103837&date=2010-06-22 (consulté le 19 septembre 2013).

⁸ Ibid.

⁹ PNUD. op. cit.

¹⁰ The Financial Express. op.cit.

¹¹ Schneider Johannes, (2012). Principes fondamentaux et instruments de la responsabilité sociale des entreprises» La Vie Economique, gestion responsable des entreprises: les normes de durabilité (Berne), no 12, pp.4-8

¹² Foreign Policy, (2012). The 2012 Failed States Index, [en ligne] http://www.foreignpolicy.com/failed_states_index_2012_interactive (consulté le 19 septembre 2013).

¹³ Transparency International, (2012). 2012 Corruption Perceptions Index, [en ligne] <http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/> (consulté le 19 septembre 2013).

Depuis son indépendance des Indes britanniques, la population bangladaise est caractérisée par l'une des plus fortes croissances au monde (de 41 millions à plus de 163 millions en 60 ans).¹⁴ Il en résulte inévitablement une forte proportion de la population qui se situe en dessous du seuil de pauvreté, et un IDH national moyen. Concernant la population active, le niveau d'alphabétisation des adultes est de 47% et les dépenses liées à l'éducation sont parmi les plus basses du monde (2.2% du PIB, classé 163^e sur 173 pays).¹⁵

Considérant cela, le faible niveau d'éducation général des ouvriers bangladais permet aux multinationales de l'industrie textile de profiter d'une main d'œuvre peu qualifiée et peu coûteuse. De plus, les véritables difficultés de l'Etat bangladais concernant la mise en place des normes sociales se heurtent principalement à la corruption des organes étatiques.

Le salaire minimal fixé par la législation bangladaise équivaut à un salaire mensuel d'environ 39,5\$. Selon le dernier rapport en vigueur de la Banque Mondiale datant de 2008, le salaire moyen est en réalité de 35\$¹⁶, ce qui résulte d'une proportion difficilement chiffrable - mais non négligeable - de salariés, qui est au bénéfice d'un salaire horaire en dessous des 0,27\$. Cela est dû au fait que la sous-traitance, qui est en grande partie illégale, est difficile à quantifier par les multinationales de l'industrie textile.¹⁷ Le phénomène de la sous-traitance permet de soulever le problème du travail des enfants, illégal au Bangladesh, mais concernant pourtant 13% des enfants âgés d'entre 5 à 14 ans.¹⁸

Dangers des mauvaises conditions de travail et des infrastructures défectueuses

En dehors des catastrophes meurtrières telle que celle de Dacca, la santé et la sécurité des travailleurs du textile demeurent un problème récurrent au Bangladesh. Le pays n'ayant pas ratifié la convention ILO 155 devant permettre l'établissement de conditions adéquates concernant ces domaines, de nombreux audits menés dans les usines textiles locales rapportent de fréquentes morts ou blessures dues à de graves lacunes d'équipement et de formation. Le gouvernement ainsi que la plupart des marques productrices de vêtements en relation avec ces usines ne prennent cependant que rarement en compte ces observations, maintenant ainsi un mode de production dangereux pour les travailleurs¹⁹.

Plus particulièrement, la production de jeans au Bangladesh a été maintes fois citée ces dernières années comme l'exemple accablant d'une industrie négligeant totalement la santé de ses ouvriers. La technique de sablage y est ainsi souvent utilisée afin d'obtenir un effet délavé du jean, très recherché par les marques d'habillement. Le tissu est pour cela bombardé de particules abrasives de silice

¹⁴ Central Intelligence Agency, (2013). The world factbook. Bangladesh, [en ligne] <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bg.html> (consulté le 19 septembre 2013).

¹⁵ UNESCO Institute for Lifelong Learning, [en ligne] <http://www.unesco.org/uii/litbase/?menu=14&programme=115&language=fr> (consulté le 19 septembre 2013).

¹⁶ Banque Mondiale, (2008). Rapport Annuel de la Banque Mondiale, Bureau des publications, Relations extérieures, Washington DC

¹⁷ Radio Télévision Suisse (RTS). Enquête au Bangladesh sur les conditions de production des vêtements bon marché, [en ligne] <http://www.rts.ch/video/emissions/mise-au-point/4972169-enquete-au-bangladesh-sur-les-conditions-de-production-des-vetements-bon-marche.html> (consulté le 19 septembre 2013).

¹⁸ UNESCO, op.cit

¹⁹ Clean Clothes Campaign, (2012). Hazardous Workplaces: making the Bangladesh Garment industry safe. 46 p.

projetées à haute pression. Le procédé peut se faire soit de manière mécanique en lieu clos et correctement ventilé, soit manuellement en exposant alors l'ouvrier à des risques d'inhalation. La deuxième option est généralement préférée de par son moindre coût, engendrant ainsi des problèmes pulmonaires conséquents chez les employés. De nombreux cas de silicose ont ainsi été reportés, la maladie consistant en une atteinte grave des alvéoles pulmonaires par les particules de silice et pouvant mener à la mort lorsqu'aucun traitement n'est entrepris à temps.²⁰ Les conséquences sur les travailleurs en sont désastreuses au Bangladesh, l'accès aux soins étant très restreint et la plupart des employés ne bénéficiant pas d'aide sociale.²¹

A ces pratiques s'ajoutent des conditions de travail pouvant menacer la santé des travailleurs. Ces derniers sont en effet couramment contraints à des horaires surchargés pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, en addition à une exposition constante au bruit, à la chaleur et aux reflux toxiques émanant des composés chimiques utilisés en production. Plus généralement, le pays reste encore concerné par de nombreuses pollutions environnementales provoquant l'apparition de pathologies par association à un manque d'hygiène particulièrement répandu.²²

La rapide expansion de l'industrie textile au Bangladesh a engendré l'occupation ou la transformation sommaire, rapide et bon marché, de bâtiments qui ne sont à l'origine pas prévus pour y abriter une activité industrielle intensive. En effet, l'ajout d'étages à un bâtiment et l'installation de machines au-delà de la capacité de sécurité augmentent les risques d'effondrements de bâtiments déjà instables. De plus, les risques d'incendie, souvent provoqués par des installations électriques dépassées qui génèrent des courts-circuits, sont aggravés par les sorties de secours bloquées ou inexistantes, la surpopulation des travailleurs et les extincteurs à incendie absents ou défectueux.²³

Les statistiques qui permettraient de fournir une vision globale de la situation infrastructurelle aux disfonctionnements alarmants ne présentent en réalité qu'une pertinence limitée, en raison des sérieuses lacunes que témoigne le service gouvernemental des statistiques. De plus, les inspections mises en place par le gouvernement sont insuffisantes tant dans leur efficacité que par leur nombre, et les inspecteurs qui sont chargés de les mener ne sont pas formés, puisqu'aucune structure gouvernementale ne prévoit de former des inspecteurs.²⁴

Suite à la catastrophe de Dacca, les organisations du travail, les ONG, et les entreprises engagées dans l'industrie textile ont établi l'Accord pour la protection contre les incendies et la sécurité des bâtiments (Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh). Ce dernier stipule que «chaque entreprise signataire doit exiger que ses fournisseurs au Bangladesh participent pleinement à l'inspection, l'assainissement, la santé, la sécurité et le cas échéant aux activités de formation, telles que cela est

²⁰ Clean Clothes Campaign, (2012). *Deadly Denim: sandblasting in the Bangladesh Garment industry*, 52 p.

²¹ International Labour Organization, (2013). *Decent work country profile Bangladesh*, Geneva: ILO, 78 p.

²² World Health Organization, (2007). *WHO Country cooperation strategy 2008 – 2013 Bangladesh, India*.

²³ CCC & SOMO, *Fatal Fashion*, (2013). *Analysis of recent factory fires in Pakistan and Bangladesh: a call to protect and respect garment workers' lives*, Amsterdam, 5, 6, 10 et 11 p.

²⁴ International Labour Organization, (2013). *Decent work country profile Bangladesh*, Genève, 41-42 p.

décrit dans l'Accord. Si un fournisseur ne parvient pas à le faire, le signataire mettra rapidement en œuvre un processus d'avis et d'alerte, menant à la cessation de la relation d'affaires si ces efforts ne réussissent pas.»²⁵. Des mesures relatives à l'inspection visant à détecter les anomalies infrastructurelles sont également prévues afin de limiter les risques d'incendie et d'assurer des normes de sécurité en protégeant la santé des travailleurs.

Conclusion : Mesures favorisant la responsabilité sociale

Il reste cependant à déterminer quels sont les organes et facteurs qui puissent être appelés pour faire appliquer les dispositions et clauses de l'accord auprès de l'industrie textile au Bangladesh. Face à la quasi inertie du gouvernement bangladais, l'intervention d'une organisation supranationale telle que l'OMC permettrait de superviser le respect de la législation en matière de bonnes conduites commerciales. De plus, des sanctions claires et sans appel devraient être imposées si les accords et autres certificats ratifiés n'étaient pas respectés, contrairement à ce qui est prévu par les différents textes actuels. Il est d'ailleurs questionnable qu'un pays membre de l'OMC tel que Bangladesh n'ait pas été rappelé à l'ordre par cette organisation qui défend des valeurs de prévisibilité et de transparence, la santé des personnes et qui bannit les pratiques « déloyales » en matière de compétitivité.²⁶

Par ailleurs, une réglementation au niveau international devrait être proposée, en formulant un traité international s'inspirant des recommandations de la Commission européenne en matière de responsabilité sociale. Ce traité devant être respecté par tous les Etats membres de l'ONU, intégré dans les Constitutions nationales, et traduit dans les chartes d'entreprises. A titre d'exemple, l'Inde a voté en août 2013 une loi incitant à verser 2% du chiffre d'affaires net de ses plus grandes entreprises dans des programmes de responsabilité sociale et environnementale.²⁷ L'importance d'une plus grande clarté et transparence des multinationales dans leur gestion des commandes avec les fabricants et leurs sous-traitants est également capitale pour l'amélioration des conditions sociales des ouvriers bangladais, en affichant et contrôlant sa chaîne de sous-traitance.

Chose encourageante quant à l'évolution des conditions sociales des ouvriers bangladais, la catastrophe de Dacca aura permis la création de syndicats ouvriers et le renforcement de ceux déjà existants, augmentant donc les moyens de pression sur les organes législatifs du gouvernement qui depuis mai 2013 ont entamé des réformes sur le droit du travail. Grâce à cet exemple, la RSE fait dorénavant partie de nombreux débats actuels qui pourraient mener à l'amélioration des pratiques industrielles.

²⁵ Anon, (2013). Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh, Genève, 4 p.

²⁶ Organisation mondiale du commerce, [en ligne] http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/what_stand_for_f.htm (consulté le 19 septembre 2013).

²⁷ Bouissou J., (2013). En Inde, une loi inscrit la responsabilité sociétale dans la gouvernance des entreprises, Le Monde, [en ligne] http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/08/26/en-inde-une-loi-inscrit-la-responsabilite-societale-dans-la-gouvernance-des-entreprises_3466360_3234.html (consulté le 19 septembre 2013).

Bibliographie :

Anon, (2013). Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh, Genève, 4 p.

Banque Mondiale, (2008). Rapport Annuel de la Banque Mondiale, Bureau des publications, Relations extérieures, Washington DC

Bouissou J., (2013). En Inde, une loi inscrit la responsabilité sociétale dans la gouvernance des entreprises, Le Monde, [en ligne] http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/08/26/en-inde-une-loi-inscrit-la-responsabilite-societale-dans-la-gouvernance-des-entreprises_3466360_3234.html (consulté le 19 septembre 2013).

Central Intelligence Agency, (2013). The world factbook. Bangladesh, [en ligne] <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bg.html> (consulté le 19 septembre 2013).

Clean Clothes Campaign, (2012). Hazardous Workplaces: making the Bangladesh Garment industry safe. 70 p.

Commission Européenne, (2011). Responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014, Bruxelles, 4 p.

Economique, gestion responsable des entreprises: les normes de durabilité (Berne), no 12, pp.4-8

Foreign Policy, (2012). The 2012 Failed States Index, [en ligne] http://www.foreignpolicy.com/failed_states_index_2012_interactive (consulté le 19 septembre 2013).

International Labour Organization, (2013). Decent work country profile Bangladesh, Geneva: ILO, 78p.

Organisation mondiale du commerce, [en ligne] http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/what_stand_for_f.htm (consulté le 19 septembre 2013).

Palazzo G., Wentland M., (2011). Evaluation de la performance sociale et environnementale des entreprises, Université de Lausanne, 4 p.

PNUD, (2013). About Bangladesh, [en ligne] <http://www.bd.undp.org/content/bangladesh/en/home/countryinfo/> (consulté le 19 septembre 2013).

Radio Télévision Suisse (RTS). Enquête au Bangladesh sur les conditions de production des vêtements bon marché, [en ligne] <http://www.rts.ch/video/emissions/mise-au-point/4972169-enquete-au-bangladesh-sur-les-conditions-de-production-des-vetements-bon-marche.html> (consulté le 19 septembre 2013).

Schneider Johannes, (2012). Principes fondamentaux et instruments de la responsabilité sociale des entreprises» La Vie

The Financial Express, (2010). Full Blown RMG Violence at Ashulia, [en ligne]
http://www.thefinancialexpress-bd.com/more.php?news_id=103837&date=2010-06-22 (consulté le 19 septembre 2013).

Transparency International, (2012). 2012 Corruption Perceptions Index, [en ligne]
<http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/> (consulté le 19 septembre 2013).

UNESCO Institute for Lifelong Learning, [en ligne]
<http://www.unesco.org/uii/litbase/?menu=14&programme=115&language=fr> (consulté le 19 septembre 2013).

World Health Organization, (2007). WHO Country cooperation strategy 2008 – 2013 Bangladesh, India.

Image-logo :



fahad faisal

© Wikimedia Commons